

Délibération n°2009-392 du 14 décembre 2009

Origine / Règlementation des services publics / Observations

La réclamante, résidant régulièrement en France, se voit refuser le versement de prestations familiales pour son enfant, entré sur le territoire français en dehors de la procédure de regroupement familial. A l'instar de l'ensemble des juridictions nationales et internationales, la haute autorité considère ce refus comme discriminatoire au regard des dispositions de la Convention européenne des droits de l'Homme et de la Convention internationale des droits de l'enfant. La haute autorité autorise la réclamante à faire valoir devant la juridiction saisie, la délibération n°2009-342 du 5 octobre 2009.

Le Collège :

Vu la loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité,

Vu le décret n°2005-215 du 4 mars 2005 relatif à la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité,

Sur proposition du Président,

Décide :

La réclamante, qui a saisi la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité par courrier du 29 octobre 2009, a sollicité le versement de prestations familiales auprès de la caisse d'allocations familiales de Paris, pour ses deux enfants, dont elle assume la charge.

Par décision du 26 septembre 2008, la CAF lui a opposé un refus au motif qu'elle n'avait pas produit, pour sa fille, le certificat médical délivré par l'ANAEM, conformément aux dispositions des articles L.512-2 et D.512-2 du code de la sécurité sociale.

Par décision du 28 novembre 2008, la Commission de recours amiable de la CAF a confirmé cette décision.

Le Collège, qui a eu l'occasion de se prononcer sur des cas similaires, autorise la réclamante à faire valoir devant la juridiction saisie, la délibération annexée ci-après.

Le Président

Louis SCHWEITZER